

Département de la Meuse
COMMUNE DE FAINS-VEEL

LE MAIRE DE FAINS-VEEL,

VU le Code de la Route,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2,

VU le code de la Voirie routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié portant instruction générale sur la signalisation routière,

Considérant la demande de la Ste MCB sise au 2 rue de Véeel 55000 FAINS-VEEL.

ARRETE :

Article 1 :

La société MCB est autorisée à intervenir en sous façade du foyer Rostand du 09 février 2024 au 22 février 2024

La présente autorisation est consentie à titre précaire et révocable, et ce pour la période suivante : du vendredi 09 février 2024 au vendredi 23 février 2024 (11 jours calendaires).

La société MCB sera autorisée à stationner son camion benne sur le bas côté (côté ruisseau) en face du 3 rue Dress.

Les places réservées seront signalées par panneaux de stationnement interdit.

Article 2 :

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et des dispositifs de protection temporaire du chantier de jour comme de nuit, et sera tenu responsable des conséquences pouvant survenir par un défaut ou une insuffisance de cette signalisation.

Le bénéficiaire sera tenu responsable de la propreté dans l'emprise et aux abords du chantier

L'arrêté devra être affiché sur le chantier pendant toute la durée du chantier.

Article 3 :

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

Article 4 :

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de NANCY d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision, recours qui doit cependant intervenir dans les deux mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite.

Article 5:

L'installation d'un chantier sur le domaine public est gratuite les deux premières semaines. Ensuite il sera facturé à l'entreprise MCB un euro par mètre carré de surface occupée par jour supplémentaire.

Article 6:

Messieurs les Adjoints, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Meuse et tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Fains-Véel, le 09 Février 2024,

Le premier Adjoint,



Alain BUKOVATZ